

Des experts réunis en atelier de validation des rapports sur l'évaluation des pertes alimentaires de maïs et riz

Par José Wakadila

La validation des rapports sur l'évaluation des pertes alimentaires de maïs et riz et l'identification de solutions faisables et stratégies de réduction de ces pertes dans les territoires d'Idiofa, Bulungu (Kwilu), Seke-Banza et Luozi (Kongo central), sont la base d'un atelier depuis hier jeudi 26 mai à l'Hôtel Béatrice, sous l'initiative de trois agences des Nations Unies basées à Rome, particulièrement la FAO, avec le concours financier du gouvernement Suisse.

Selon le représentant de la FAO, Alexis Bonte ces études ont été menées à Idiofa et Bulungu (Kwilu) et à Seke-Banza et Luozi (Kongo central). Les objectifs de ces études qui constituent une des composantes du projet conjoint des trois agences des Nations Unies basées à Rome (FAO, FIDA et PAM), mis en œuvre en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage, a été lancé depuis le 17 mars 2015 en RDC sur "l'Intégration des initiatives de réduction des pertes alimentaires pour les petits exploitants dans les zones à déficit vivrier financé par le gouvernement Suisse.

A en croire Alexis Bonte, ces études comprenaient l'identification des

causes, l'estimation des pertes post-récolte et la mise en évidence du ou des segments de la chaîne où se produisent les pertes majeures et l'évaluation et la recommandation de solutions et de stratégies de réduction

technique et économique et l'acceptabilité sociale, tenant compte notamment des aspects liés au genre, afin d'évaluer la possibilité d'adoption et de ce fait, leur durabilité ainsi qu'une analyse de l'impact environnemental.



NPM : De gauche à droite : le représentant du gouvernement Suisse, le représentant du Sg à l'Agriculture, le représentant de la FAO en RDC

des pertes faisables, afin de générer des propositions concrètes susceptibles d'orienter les investissements et programmes de réduction des pertes alimentaires à l'avenir.

Il poursuit que les approches utilisées prévoient ainsi l'analyse des solutions et les mesures de réduction des pertes en termes de faisabilité

Le représentant du gouvernement Suisse a noté que durant de nombreuses décennies, plusieurs études ont été menées pour évaluer les quantités des pertes et gaspillages alimentaires dans plusieurs pays à travers le monde. Ces études dit-il, ont fournis des estimations quantitatives des pertes alimentaires, mettant ainsi en évidence, les causes de ces pertes, et ont démontré le rôle bénéfique que porterait une étude et un programme soutenu de réduction des pertes alimentaires, des coûts des acteurs de la production et de celle alimentaire

Amélioration de la sécurité alimentaire et la valorisation des opportunités des revenus

C'est donc dans ce contexte et en vue d'évaluer la mesure des pertes alimentaires en RDC que les trois agences des Nations Unies basées à Rome ont bénéficié d'un financement du gouvernement Suisse, pour mettre en œuvre un projet dénommé " Intégration des initiatives de réduction des pertes alimentaires pour les petits exploitants dans les zones à déficit vivrier. Ce projet poursuit-il, a une durée de trois ans. Il vise l'amélioration de la sécurité alimentaire et la valorisation des opportunités des revenus, grâce à la réduction des pertes alimentaires, notamment dans les chaînes de valeur des céréales et légumineuses

Dans sa coopération au développement, la Suisse accorde une priorité particulière, à la réduction des pertes alimentaires, notamment dans un contexte d'utilisation des ressources durables, l'augmentation de sécurité alimentaire des populations défavorisées et en procédant dans l'optique d'augmentation des revenus. Cette orientation explique le représen-

tant du gouvernement Suisse, se situe dans la réalisation des Objectifs de l'Agenda 2017 pour le développement durable de la Communauté des Etats, approuvé aux Nations unies en 2015 et qui a comme particularité, un objectif d'universalité et du développement durable

En outre précise-t-il, dans le but d'orienter la mise en œuvre des actions de l'Agenda 2030 en général et la réduction des pertes alimentaires en particulier, il faut que cela repose sur une analyse solide, un état des lieux quantitative qui prend en compte non seulement les faits chiffrés en perte alimentaire, mais également des équilibres auxquels les populations les plus touchées sont confrontées, afin d'orienter les actions qui s'inscrivent dans une logique utile.

Peu avant de procéder à l'ouverture des travaux, le représentant du Secrétaire général à l'Agriculture, a fait savoir que la recherche de la sécurité alimentaire des populations constitue l'une des préoccupations majeures de tous les gouvernements du monde et celui de la RDC en particulier. C'est dans ce cadre que le gouvernement de la République s'est engagé dans un vaste programme de l'agriculture de proximité, afin de renforcer les systèmes alimentaires.

Pour y parvenir, il est impérieux que tous les efforts soient conjugués pour réduire les pertes des aliments produits, a soutenu le représentant du Sg à l'Agriculture, avant de remercier au nom du gouvernement de la RDC, la FAO, le FIDA et le PAM, d'avoir initié ledit projet, d'autant plus que le problème de pertes alimentaires est réel et que les petits producteurs le vivent chaque jour en RDC et dans les quatre territoires sélectionnés en particulier

En ce qui concerne les études menées dans les provinces du Kwilu et du Kongo central pour identifier les causes et quantifier les pertes post-récolte dans les chaînes d'approvisionnement de maïs et riz, il affirme que les résultats obtenus à ce niveau vont permettre de renforcer la confiance des petits exploitants agricoles et de leur donner l'espoir dans l'accroissement de leurs revenus

Au finish, le représentant du Sg à l'Agriculture s'est dit convaincu que les conclusions qui seront issues de cet atelier, aideront aussi à mettre en œuvre la feuille de route issue de la Déclaration de Malabo de l'UA, afin de réduire les pertes à l'échelle de 50% d'ici à l'an 2025